



Tarbes, le 07 juin 2022

**Mesdames les Sénatrices des Hautes-Pyrénées,**  
Maryse CARRERE  
Viviane ARTIGALAS  
**Madame la Députée des Hautes-Pyrénées,**  
Jeanine DUBIÉ

Mesdames,

Lors de notre rencontre du 9 mai 2022, vous vous étiez engagée à transmettre nos alertes et préoccupations certaines quant aux conditions extrêmement dégradées de fonctionnement du CHB. Vous l'avez fait, et nous vous en remercions. Par contre, nous pensons regrettable le maintien de votre seul avis personnel pour l'Hôpital Unique de Lanne, considérant une avancée pour l'offre de soins hospitalière publique sur notre département, occultant toutes nos craintes annoncées, justifiées et argumentées, et nos interrogations.

En dehors du fait que ce projet ne soit pas le résultat d'un débat démocratique local, nous le pensons minimaliste avec un manque de lits criant qui, de fait, entraînera une fuite imposée aux usagers vers d'autres départements, en éloignement de leurs familles.

Avec le bassin de population le plus vieillissant du Sud-Ouest, vous pensez alors raisonnable de majorer l'ambulatoire à 70% des interventions (actuellement 30%) alors que la prise en charge post-opératoire vient de fermer 50 lits de Réadaptation (SSR) ? Sérieusement ? Ce n'est pas notre avis, bien au contraire.

Où seront placés les patients en post-opératoire ? Nos aînés ?

Il n'en demeure pas moins, vous le savez, les interventions en ambulatoire ne servent qu'à favoriser la rentabilité, la marchandisation des soins, via la T2a, pendant que le capacitaire fond comme neige au soleil.

Côté professionnel, quid de la casse sociale ? Une omerta alors que nous constatons déjà de nombreuses prestations externalisées dans plusieurs secteurs. Oui, d'ores et déjà "on" se déleste du personnel.

Combien en restera-t-il ? Lesquels ?

Pensez-vous que la prise en charge des soins ne sera pas entachée... vraiment ?

Côté financier, qui hérite de la dette conséquente de chaque structure ? Qui la rembourse ?

Qui finance le gardiennage ou la déconstruction de l'immobilier ? Sur quel budget ?

Nous vous l'avons dit, beaucoup de zones d'ombre sans réponse...

Ces non-dits nous font entrevoir un effet boomerang préjudiciable pour la Santé Publique du Département.

Veuillez agréer Mesdames, l'expression de notre considération.

Jean-Marc MICHAUD  
Secrétaire CGT-CHB Tarbes Lourdes

Sylvie MINVIELLE  
Secrétaire adjointe CGT-CHB Tarbes